

Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte des classes

On peut prévoir que la crise et la politique du gouvernement au service du capitalisme vont provoquer des luttes plus nombreuses et plus radicales en France (comme cela a déjà commencé dans le Sud de l'Europe). Il est donc crucial que notre parti s'y prépare au mieux en définissant clairement ses priorités et son orientation. Le cœur de notre activité immédiate doit être de mobiliser les travailleurs/ses, les jeunes, les révolté-e-s contre les attaques du patronat et du gouvernement, avec l'objectif de les mettre en échec. En même temps, nous avançons de manière combinée et constante nos propres idées, un programme de transition menant vers l'objectif du socialisme, donc du gouvernement des travailleurs.

I. Situation politique

1. La politique du gouvernement Hollande-Ayrault s'annonce pire que celle de Sarkozy

L'aggravation de la crise conduit à des dizaines de milliers de licenciements supplémentaires et à une continuité essentielle entre la politique de Hollande et celle de Sarkozy, à part la différence de style et quelques mesures progressistes partielles comme le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuel/les ou quelques mesures pour les droits des femmes. **Les entreprises françaises ne sont pas assez compétitives pour les exigences actuelles du capital, car les acquis sociaux, bien ébréchés ces dernières années, subsistent grâce à la résistance des travailleurs/ses et de la jeunesse depuis 1995** (bien plus qu'au Royaume-Uni depuis Thatcher et qu'en Allemagne depuis Schröder). C'est pourquoi, tout en laissant les patrons licencier à tours de bras, la mission de Hollande-Ayrault se concentre sur deux points : **1) un « choc de compétitivité »** qui s'attaque aux contrats de travail (remise en cause du CDI...) et à la Sécu (basculement de cotisations patronales vers la CSG...); **2) l'austérité**, avec le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois (hors Éducation nationale et police), la baisse des dépenses de fonctionnement, la stagnation du salaire des fonctionnaires... De ce point de vue, **ce n'est pas une continuité avec Sarkozy, mais une nette aggravation qui est en cours !** À cela s'ajoutent la chasse aux Roms, l'expulsion toujours aussi massive des personnes sans-papiers, la politique sécuritaire de Valls et la répression policière brutale (salon de l'auto 9 octobre, Notre-Dame-des-Landes, extradition d'Aurore Martin...). Quant à l'écologie, le gouvernement poursuit la même politique catastrophique que la droite en matière d'énergie, d'agriculture et de projets destructeurs de l'environnement.

2. La crise de la droite est stratégique et relance la dynamique lourde de dangers de l'extrême droite

Sarkozy a fait passer beaucoup de contre-réformes, mais ni autant, ni aussi vite qu'il l'aurait voulu. Car les travailleurs ont résisté avec de grands mouvements (automne 2007, printemps 2009 et surtout automne 2010) et de nombreuses luttes partielles. Sarkozy a d'abord réussi à associer les syndicats à l'élaboration de ses attaques, mais après la réforme des retraites les bureaucrates n'ont plus osé aller « négocier » avec lui aussi ouvertement qu'au début du quinquennat. La méthode autoritaire étant par ailleurs risquée, la droite s'est retrouvée en difficulté pour poursuivre les contre-réformes. C'est d'ailleurs cette limite stratégique du quinquennat de Sarkozy qui explique la violente crise de l'UMP : au-delà de la guerre des chefs, la tragicomédie révèle l'impossibilité pour la droite française de rester, en temps de crise, à mi-chemin entre la méthode trop lente des contre-réformes progressives qui avait dominé l'ère Chirac et celle préconisée notamment par la « Droite forte ». Ce courant populiste arrivé en tête lors de la consultation interne de l'UMP, propose de « tout changer », c'est-à-dire une reconfiguration globale des rapports sociaux par l'écrasement des syndicats et du droit de grève et une lutte frontale contre les « assistés » et les Musulmans. Cela pourrait préparer un rapprochement de secteurs de l'UMP avec l'extrême droite dès les municipales de 2014 (l'un des fondateurs de la Droite forte, Guillaume Peltier, est d'ailleurs ancien dirigeant du FNJ) et la crise de l'UMP relance la dynamique militante du FN qui avait déjà bénéficié à fond des retombées du sarkozysme lors de la présidentielle. De ce point de vue, le danger de l'extrême droite est de plus en plus grave.

3. Collaboration des directions syndicales et soutien critique du Front de gauche au gouvernement

Pour le moment, toutefois, **l'alternance politique est du pain béni pour la bourgeoisie, qui compte sur le PS pour relancer le rouleau compresseur des contre-réformes. En effet, les directions syndicales se sont plus**

que jamais engouffrées dans le « dialogue social » avec Hollande-Ayrault-Sapin et le patronat. Les meilleurs atouts du gouvernement, ce sont les Chérèque/Berger, Mailly et autres Thibault/Le Paon, qui participent à fond aux concertations sur les restructurations des entreprises pour « accompagner » les licenciements, voire les accords emploi-compétitivité, sur la « réforme en profondeur » du Code du travail, sur la réforme globale du financement de la Sécurité sociale, etc. Sur le plan des organisations politiques, **les dirigeant-e-s du Front de gauche jouent le même rôle que ses alter ego syndicaux.** Certes, le PC et le PG ne participent pas au gouvernement et la majorité absolue du PS leur a permis d'éviter le débat sur leur entrée dans la majorité parlementaire. Mais ils participent à la gestion des régions et de nombreuses collectivités avec le PS et ils ne cessent de répéter qu'ils ne sont pas dans l'opposition à ce gouvernement, ce qui revient de fait à lui apporter un « soutien critique ». Ainsi, ils se démarquent sur le TSCG pour affirmer leur existence dans le paysage politique, mais votent pour le collectif budgétaire en juillet, pour les emplois d'avenir qui aggravent la précarisation des jeunes travailleurs/ses, etc. Et surtout, quels que soient leurs votes au Parlement (où le PS n'a pas besoin d'eux pour faire passer ses lois), PC et PG, comme les directions syndicales, refusent de mobiliser contre le gouvernement ou canalisent les luttes sur le terrain de la concertation et des institutions, faisant obstacle au développement des grèves et de la radicalité. Bref, ils refusent de se battre pour mettre en échec Hollande-Ayrault, mais ils n'hésitent pas à mettre en échec les luttes !

II. Orientation

1. Intervenir dans les luttes : implantation, auto-organisation, initiatives

Nous participons aux luttes avec comme premier objectif de les aider à gagner. Cela suppose de prendre des initiatives volontaristes et concrètes pour :

a) l'implantation dans les secteurs stratégiques du prolétariat, les lieux de travail, la jeunesse et les quartiers populaires, afin de gagner de la crédibilité en tant que militant-e-s politiques, de nous préparer au mieux aux luttes, d'y participer pleinement quand elles ont lieu ; cela suppose de recenser nos implantations actuelles, de les renforcer et de les étendre, de coordonner les camarades par secteurs...

b) la pleine appropriation des luttes par celles et ceux qui les font, c'est-à-dire l'auto-organisation, les Assemblées générales démocratiques, les comités de grève, des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s, révocables. C'est la seule solution pour prendre les décisions les plus pertinentes par la mise en commun des intelligences comme pour éviter les trahisons par des bureaucrates. Cela permet aussi de dépasser les divisions, d'intégrer dans la lutte les travailleurs/ses de différents statuts (CDI, CDD, intérimaires, hommes et femmes, Français et immigrés...), les syndiqué-e-s et les non-syndiqués. Cela donne enfin la parole à celles et ceux qui en sont habituellement privé-e-s et le développement de la conscience de classe par la discussion politique et la pratique décidée en commun.

c) l'unité des organisations qui participent à la lutte sur la base de revendications précises, afin de permettre la mobilisation des masses à l'échelle la plus large pour que le nombre fasse force : c'est le front unique (frapper ensemble, marcher séparément). C'est aussi le meilleur moyen de souder des équipes militantes. Le front unique ne peut se faire que sur des revendications et des actions précises, qui ne sont pas définies *a priori* (elles peuvent aller du combat pour les salaires à l'exigence d'expropriation sans indemnités ni rachat sous contrôle des travailleurs d'une entreprise qui licencie...), mais dépendront de l'intensité des luttes, de la radicalisation de l'avant-garde, du rapport de forces en général, intégrant notre propre capacité à peser en ce sens.

d) l'activité pour étendre les luttes et œuvrer à leur convergence afin d'être plus fort-e-s et de faire le lien entre les revendications et les intérêts des travailleurs/ses des différents secteurs, avec l'objectif de la *grève générale* comme meilleur moyen d'infliger une défaite majeure au patronat et au gouvernement.

e) la construction avec les militant-e-s combatif/ves d'un courant lutte de classe dans les syndicats. Par leur capacité des mobilisations, mais aussi par le nombre de leurs équipes et de leurs militant-e-s de terrain souvent remarquables, les syndicats jouent un rôle particulièrement important dans la configuration des rapports sociaux en France. C'est pourquoi nous devons y mener un combat particulier. Il est urgent de *coordonner l'activité syndicale de nos propres camarades*, par une activité de recension, de discussions spécifiques par secteur et de coordination (notamment pour les luttes, mais aussi pour les congrès, etc.). De plus, nous devons *prendre des initiatives concrètes (appels, contacts, rencontres...)* pour un courant lutte des classes antibureaucratique, qui ne regrouperait pas seulement les camarades du NPA, mais toutes celles et ceux qui veulent construire des syndicats pour lutter et coordonner, non pour « dialoguer » avec l'ennemi de classe.

f) la participation aux luttes démocratiques, écologistes, antiracistes, antifascistes, féministes, LGBTI, aux associations de quartiers populaires et aux organisations de solidarité internationaliste, etc., est indispensable pour mobiliser l'ensemble des secteurs exploités et opprimés de la société. Elle obéit aux mêmes principes que l'intervention dans les luttes ouvrières et les syndicats : auto-organisation, front unique, regroupement de l'avant-garde...

2. Gagner à nos idées : indépendance de classe, programme transitoire, déchantations avec les réformistes

Dans les luttes, dans les syndicats et dans les autres cadres d'action de masse, notre activité vise également à faire de la politique, c'est-à-dire de permettre à celles et ceux qui luttent d'aller le plus loin possible dans leurs revendications et leur conscience vers le combat proprement politique contre le gouvernement PS et la mise en cause du capitalisme lui-même. Nous essayons de convaincre de nous rejoindre les militant-e-s des organisations réformistes qui participent aux luttes, en les aidant à prendre conscience du rôle de leurs directions qui souvent trahissent les luttes ou leur font obstacle. Plus généralement, nous faisons tous nos efforts pour gagner l'avant-garde des luttes à notre programme, à notre parti. C'est pourquoi :

a) Nous menons une agitation permanente pour l'indépendance de classe, donc contre le gouvernement Hollande-Ayrault, nous faisons tout pour le discréditer, pour mettre fin aux dernières illusions qui peuvent exister, et nous appelons les travailleurs/ses et les organisations à le combattre frontalement.

b) Nous dénonçons ouvertement les dirigeant-e-s du Front de gauche et les directions syndicales (et toute autre organisation réformiste significative) quand ils soutiennent le gouvernement, collaborent avec lui, refusent de s'y opposer. Et, quand ils le critiquent sur telle ou telle question (TSCG, Notre-Dame-des-Landes, budget...), nous les interpellons publiquement pour qu'ils rompent réellement avec lui, pour qu'ils appellent eux aussi à le combattre, pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier contre le gouvernement. Pour autant, vu ce que sont aujourd'hui les directions syndicales et le Front de gauche, nous ne semons aucune illusion sur la possibilité de nous mettre d'accord avec les directions réformistes sur un programme de rupture global avec le capitalisme, au-delà de revendications et d'actions précises plus ou moins avancées. En particulier, nous ne ferons aucun accord national avec le FdG à l'occasion des prochaines élections (municipales, européennes, etc.) — et toute alliance avec des forces issues du réformisme qui se radicaliseraient réellement ne pourrait être décidée que par le CPN.

c) Nous avançons dans une logique transitoire qui, partant des revendications, mène à l'objectif d'en finir avec le système capitaliste, de construire le socialisme, donc à la nécessité de la prise de pouvoir par les travailleurs/ses. Par exemple, nous mettons en avant les mots d'ordre suivants :

- Égalité totale des Français et des immigrés, régularisation des sans-papiers, droit de vote des immigrés à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigrés, liberté de circulation et d'installation sur tout le territoire ;
- Égalité totale des hommes et des femmes, combat contre le sexisme sous toutes ses formes et le patriarcat ;
- Égalité des droits sans condition de sexualité : au-delà des acquis de la loi PS, droit à l'adoption sans mariage, droit à la procréation médicalement assistée pour toutes ;
- Annulation de la dette publique et création des emplois nécessaires pour défendre et développer les services publics en les plaçant sous contrôle des travailleur/ses et des usagers/ères ;
- Non aux suppressions d'emplois et aux fermetures d'entreprises ; occupation et relance de la production sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie ; nous mettons aussi en avant le mot d'ordre d'interdiction des licenciements non en laissant croire que ce serait possible par une loi ou de façon générale dans le cadre du capitalisme, mais en l'articulant avec la nécessité d'en finir avec le système, d'un gouvernement des travailleurs ;
- Ouverture des livres de compte des entreprises, fin du secret commercial ;
- Expropriation sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleur/ses des banques, des secteurs clés de l'économie (grands groupes de production, de distribution, de transports, d'énergie,...), des entreprises qui licencient (PSA, Arcelor, Sanofi...) ;
- Réduction du temps de travail jusqu'à la disparition du chômage ;
- Augmentation des salaires et revenus et indexation sur les prix ;
- Sortie du nucléaire sur la base d'un plan anticapitaliste en 10 ans, décroissance planifiée de la consommation d'énergies fossiles, reconversion des industries polluantes ou nocives, généralisation de l'agriculture biologique et du recours aux énergies renouvelables disponibles partout et en abondance, perspective d'une relocalisation économique, démocratique et socialiste de la gestion de ces ressources.

Pour appliquer l'ensemble de ce programme, il faudra un gouvernement des travailleurs qui collectivise les grands moyens de production et planifie démocratiquement l'économie sur la base de l'auto-organisation ouvrière et populaire.

d) Nous faisons une propagande constante, en utilisant notre presse, nos réunions publiques, nos passages dans les médias, nos réunions de formation qui doivent se multiplier. Nous proposons une analyse marxiste de la crise, en démontant les illusions keynésiennes semées par les réformistes, en expliquant qu'il n'y a pas de solution favorable aux travailleurs/ses si l'on reste dans le cadre du capitalisme. Nous expliquons que nous voulons en finir avec le capitalisme et ce qu'il engendre : la misère, l'exploitation, l'oppression, les guerres, le productivisme, le consumérisme, la destruction de la planète. Nous voulons aussi liquider les institutions de la V^e République, les préfectures, l'armée, la police (non seulement la BAC et les polices municipales) et le système judiciaire de la bourgeoisie, etc., auxquels nous opposons le pouvoir des travailleurs auto-organisés à tous les niveaux et dans tous les domaines. Nous dénonçons l'Union européenne et sa monnaie, l'euro, qui servent uniquement d'instruments contre les acquis des travailleurs/ses, tout particulièrement dans l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes d'Europe ; nous lui opposons la perspective d'une Europe socialiste, qui ne pourra se construire qu'à partir de gouvernements des travailleurs en rupture avec les institutions nationales et européennes. En un mot, nous assumons publiquement notre « identité » révolutionnaire, car nous sommes convaincu-e-s que des milliers de travailleur/ses, de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s aujourd'hui à s'y reconnaître et à nous rejoindre dans les idées comme dans les luttes !

PS : Sans défendre nécessairement les mêmes positions sur les fenêtres alternatives qu'elle contient, nous appelons à voter pour la motion féministe soumise aux AG et au congrès.